

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

INFOS

Du 31-08-2015 au 06-09-2015

Presse francophone

sources

infos



25-08-2015

L'Association Chams ne sera pas dissoute, sur ordre de la justice

Le tribunal de première instance de Tunis a, récemment, refusé la dissolution de l'association Chams, (pour la dépénalisation de l'homosexualité en Tunisie) LGBT.

Une décision qui lui permet, désormais, de reprendre ses activités au grand jour.

L'association Chams défend les droits des homosexuels, bisexuels et transsexuels en Tunisie (LGBT), elle avait obtenu son visa le 18 mai 2015, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie. Cette association a pour but d'ouvrir un débat à l'échelle nationale sur l'homosexualité, rapporte le quotidien Al Chourouk, ce mardi 25 août 2015.

De nombreuses associations ont déposé une plainte auprès du tribunal de première instance de Tunis, exigeant la dissolution de l'association, accusée de défendre les droits de la communauté LGBT.



24-08-2015

Droits de l'Homme : L'ONU à l'écoute des homosexuels persécutés

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont entendu lundi les témoignages horribles des persécutions subies par des gays irakiens et syriens aux mains du groupe Etat Islamique (EI), lors d'une première réunion jamais consacrée aux droits des homosexuels : «Dans l'Etat Islamique, les gays sont traqués et tués tout le temps», a témoigné Subhi Nahas, originaire d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, région dévastée par la guerre.

Les homosexuels sont jetés des toits et lapidés par des foules en liesse qui réagissent, y compris les enfants, comme s'ils étaient «à un mariage», a raconté l'homme qui a fui les persécutions dans son pays et travaille désormais pour une

organisation d'aide aux réfugiés aux Etats-Unis.

Les militants de l'EI «traquent les gays de façon professionnelle. Ils les chassent un par un», a aussi témoigné un Irakien, qui s'exprimait par téléphone depuis un lieu tenu secret au Proche-Orient. «Quand ils capturent quelqu'un, ils inspectent son téléphone, ses contacts et ses amis sur Facebook», a ajouté l'homme qui se fait appeler Adnan pour éviter son vrai nom, par crainte d'être reconnu. Il a expliqué avoir été victime de brutalités de la part des forces de sécurité irakiennes avant l'arrivée de l'EI dans sa ville. Craignant que sa famille ne le livre aux jihadistes, il a fui. «Ils tentent de traquer tous les hommes gays. Et c'est comme un effet domino. Si un tombe, les autres tomberont aussi», a-t-il confié.

Les combattants de l'EI ont revendiqué au moins 30 exécutions pour «sodomie», a indiqué Jessica Stern, directrice de la Commission internationale des droits des gays et lesbiennes, aux participants à la réunion qui se déroulait à huis clos.

Le groupe jihadiste a diffusé au moins sept vidéos ou photos en ligne montrant des exécutions de personnes qu'ils accusent d'être homosexuelles depuis juillet 2014, a-t-elle précisé après la réunion. L'Observatoire syrien des **droits de l'homme** (OSDH) a rapporté en juillet que des combattants de l'EI avaient jeté deux hommes qu'ils accusaient d'être homosexuels du haut d'un immeuble à Palmyre, en Syrie, avant de les lapider.

C'est la première fois que le Conseil de sécurité se réunit pour parler des droits des homosexuels, un moment «historique», selon l'ambassadrice américaine à l'ONU Samantha Power. «Il était temps, 70 ans après la création de l'ONU, que le sort des **personnes LGTB** qui craignent partout dans le monde pour leur vie, soit porté sur le devant de la scène», a-t-elle déclaré.

Organisée par les Etats-Unis et le Chili, la réunion était ouverte à tous les membres du Conseil de sécurité mais l'Angola et le Tchad n'y ont pas participé.

Subhi Nahas a appelé devant le Conseil les gouvernements à accueillir ces victimes «pour qu'elles puissent à nouveau connaître la sécurité».

Les Etats-Unis sont à la tête d'une coalition internationale luttant contre le groupe EI, qui contrôle de larges pans de territoires en Irak et en Syrie.

AFP



31-08-2015

Le prix de l'enseignement pour adulte attribué à un prisonnier

Le prix de l'enseignement pour adultes au titre de l'année 2014-2015 a été attribué à un détenu de la prison d'El Houareb à kairouan, Mohamed Ben Ahmed El Chariki. Selon un communiqué publié, lundi, par le ministère des affaires sociales, une somme d'argent a été remise au détenu, ayant bénéficié du programme de l'enseignement pour adultes, au cours d'une cérémonie organisée à la prison d'El Houareb. Prennent part à cette cérémonie, le gouverneur de la région, le directeur régional des affaires sociales à kairouan, l'administrateur régional de l'enseignement pour adultes et le directeur de la prison.



31-08-2015

Première réunion du comité de pilotage du projet « Politique Publique Intégrée de la Protection de l'enfance »

Le comité de pilotage du projet « Politique Publique Intégrée de la Protection de l'enfance » a tenu, lundi, sa première réunion, au siège du ministère de la femme de la famille et de l'enfance. Elaboré par le ministère en collaboration avec l'UNICEF, le projet «Politique Publique Intégrée de la Protection de l'enfance» a pour objectif de mettre en place un système de protection de l'enfance suivant les critères et les mécanismes en adéquation avec le référentiel international en matière du respect des droits de l'enfant. Il a aussi pour mission d'établir une feuille de route indiquant les problématiques et les obstacles majeurs au niveau des mécanismes existants en matière de la protection de l'enfance. A cette occasion, la ministre de la femme de la famille et de l'enfance, Samira Merai Friaa, a déclaré que son département déploiera tous ses efforts pour élaborer une vision stratégique s'appuyant sur des priorités et des programmes capables de répondre aux attentes et aux besoins des enfants en situation difficile. Elle a par ailleurs souligné que son département s'oriente vers l'augmentation du budget consacré à l'enfance pour l'année 2016 et la révision du système législatif

pour être conforme avec la constitution de 2014. Ont été également présents à cette réunion, les membres du comité de pilotage, les cadres de la direction générale de l'enfance et des représentants des structures gouvernementales et non gouvernementales concernés.



01-08-2015

Mères célibataires: Le difficile renoncement

Il est préférable de ne pas être mère célibataire dans une société où les clichés et les préjugés ont la peau dure. Cela reviendrait à directement se faire cataloguer comme une fille de « mauvaise vie ». En effet, les sociétés arabo-musulmanes portent un regard sans pitié sur les mères célibataires qui sont marginalisées et mises au ban de la société. Pour beaucoup, le faux pas a transformé leur vie en enfer. Certaines choisissent d'assumer leur geste, de faire preuve de courage et d'affronter le regard de la société, en s'affichant avec leur enfant « illégitime » et en réclamant le droit à une vie décente. D'autres préfèrent se cloîtrer pour se cacher du regard des autres. Tous ont en commun d'avoir eu un parcours atypique, marqué par de profonds traumatismes qui les ont rendues vulnérables et en ont fait des proies faciles. Déscolarisées précocement, sans diplôme, ces jeunes femmes, issues de familles très pauvres, ont fugué pour fuir la violence d'un père alcoolique et sous l'emprise de la drogue.

Vivant dans une grande précarité, elles choisissent, parfois, d'aller avec le premier venu pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Errant dans les rues, à la recherche d'un travail, d'autres sont harcelées et violentées et finissent par tomber enceintes. N'ayant pas pu se faire avorter pour de nombreuses raisons, ces mères célibataires sont rapidement étiquetées et montrées du doigt dans le quartier où elles vivent. Certaines abandonnent leur enfant à la naissance. D'autres décident de le garder mais se heurtent aux nombreux problèmes administratifs liés à la reconnaissance de la paternité.

Ces mères célibataires vivent l'enfer au quotidien. Ne disposant pas de source de revenu régulière, elles sont souvent contraintes de confier leur enfant aux centres de protection de l'enfance et de renoncer à leur droit élémentaire de l'élever. Au

ministère des Affaires sociales, leur dossier de prise en charge finissent généralement dans les tiroirs, relégués aux calendes grecques.

Le sort de ces mères célibataires a attiré l'attention de l'ONG internationale Santé Sud qui œuvre sur le terrain afin d'améliorer la situation socio-économique des familles démunies et vivant dans une grande précarité. Avec l'aide de l'association Amen Enfance, Santé Sud, qui a réalisé un film documentaire sur les mères célibataires en Tunisie, a mis en place un projet financé par l'Union européenne et l'Agence française de développement afin de les aider à monter de petits projets grâce à l'octroi de micro-crédits sans garantie ce qui leur permettrait de devenir autonomes financièrement et de garder leur enfant.

La Presse
DE TUNISIE

01-09-2015

Protection de l'enfance Répondre aux attentes des enfants en situation difficile

première réunion, hier, du comité de pilotage du projet «politique publique intégrée de la protection de l'enfance»

Le comité de pilotage du projet «Politique publique intégrée de la protection de l'enfance» a tenu, hier, sa première réunion, au siège du ministère de la Femme de la Famille et de l'enfance.

Elaboré par le ministère en collaboration avec l'Unicef, le projet «Politique publique intégrée de la protection de l'enfance» a pour objectif de mettre en place un système de protection de l'enfance suivant les critères et les mécanismes en adéquation avec le référentiel international en matière de respect des droits de l'enfant.

Il a aussi pour mission d'établir une feuille de route indiquant les problématiques et les obstacles majeurs au niveau des mécanismes existants en matière de protection de l'enfance.

A cette occasion, la ministre de la Femme de la Famille et de l'enfance, Samira Meraï Friaâ, a déclaré que son département déploiera tous ses efforts pour élaborer une vision stratégique s'appuyant sur des priorités et des programmes capables de répondre aux attentes et aux besoins des enfants en situation

difficile.

Elle a par ailleurs souligné que son département s'oriente vers l'augmentation du budget consacré à l'enfance pour l'année 2016 et la révision du système législatif pour être conforme avec la Constitution.

Ont été également présents à cette réunion les membres du comité de pilotage, les cadres de la direction générale de l'enfance et des représentants des structures gouvernementales et non-gouvernementales concernés

La Presse
DE TUNISIE

01-09-2015

Projet de loi de lutte contre le commerce d'êtres humains

Des peines dissuasives à l'encontre des trafiquants

Harmoniser le système judiciaire tunisien avec les traités internationaux

Un rapport du département d'Etat américain indique que la Tunisie est « une source, une destination et probablement un pays de transit pour les hommes, les femmes et les enfants sujets au travail forcé et au trafic sexuel »

Plus d'un siècle et demi après l'abolition de l'esclavage en Tunisie, la traite des êtres humains s'est réinstallée dans un monde où presque tout est devenu objet de commerce et d'enrichissement nauséabond. Depuis plusieurs années déjà, des réseaux de crimes organisés profiteraient des catégories sociales les plus vulnérables pour les enrôler dans un trafic humain qui va du travail forcé à la prostitution. Selon toute vraisemblance, ces réseaux mafieux transnationaux tentent de faire de la Tunisie une plaque tournante de ce trafic de la honte. En juillet 2015, un rapport du département d'Etat américain indique que la Tunisie est « une source, une destination et probablement un pays de transit pour les hommes, les femmes et les enfants sujets au travail forcé et au trafic sexuel ».

L'étude menée dans le cadre de ce rapport révèle que des femmes tunisiennes ont été forcées à la prostitution, sous couvert de promesses de travail, à l'intérieur du pays mais également dans des pays étrangers à l'instar du Liban, des Emirats arabes unis ou encore la Jordanie. L'exploitation touche également les enfants, ceux de la rue. Une grande partie d'entre eux en effet est liée à des bandes

organisées de criminels qui les obligent à « travailler » dans la mendicité, le vol à l'arraché et le trafic de drogue.

En 2014, 25 cas de trafic d'êtres humains impliquant 59 victimes ont été recensés. Un trafic qui ne concerne pas uniquement les nationaux. A titre d'exemple, des filles maliennes ont été victimes des réseaux de prostitution. Le rapport américain classe la Tunisie dans sa « watch list » (sous observation). C'est-à-dire parmi les pays dont la législation ne colle pas forcément avec les standards minimums en termes de lutte contre le trafic d'êtres humains, mais qui sont en train de faire des efforts significatifs pour se hisser au niveau des standards internationaux. Ces efforts se traduisent par un projet de loi organique relatif à l'interdiction et la lutte contre le commerce d'êtres humains, examiné depuis hier par la commission des droits et libertés. Comme son nom l'indique, il s'agit de mettre en place un certain nombre de peines dissuasives à l'encontre des trafiquants. « C'est une pièce de plus dans l'édifice réglementaire des droits de l'Homme, explique Naoufel Jammeli, vice-président de la commission des droits et libertés. L'idée est d'harmoniser le système judiciaire tunisien avec les traités internationaux ratifiés par la Tunisie dans ce domaine ». Les membres de la commission admettent que le trafic d'êtres humains est une réalité dans le pays, même si Naoufel Jemmali relativise en tenant à préciser que ces trafics « dépassent le seul cadre de la Tunisie, ils sont transnationaux ».

Hier, la commission de législation générale a auditionné Monia Ben Jemii, la représentante de l'Association tunisienne des femmes démocrates (Atfd).

L'association féministe soutient dans son ensemble les dispositions du projet de loi proposé, tant « il correspond aux accords de l'Organisation des Nations unies dans le domaine de la lutte contre toute forme de discrimination envers les femmes.

Monia Ben Jemii a proposé, au nom de l'Atfd, que le projet de loi prévoie la prison à vie si « le crime de commerce d'êtres humains s'accompagne de torture ou d'actes de barbarie ».

Pour leur part, les députés membres de la commission de législation générale ont exprimé des avis mitigés en ce qui concerne la définition du commerce d'êtres humains, que propose le projet de loi. Certains estiment que le ministère de la Justice a confondu la notion de « commerce », qui s'appuie sur une contrepartie

pécuniaire, et « l'exploitation », une notion beaucoup plus généraliste.
Selon le vice-président de la commission, des représentants du ministère de la Justice et du ministère de la Femme seront entendus jeudi.
« Cela permettrait de clarifier l'orientation générale du texte », explique Naoufel Jemmali.

Karim Ben Said



02-09-2015

Turquie/réfugiés : les images du corps d'un enfant mort noyé suscitent l'horreur

La publication des photos du corps sur une plage turque d'un petit garçon mort noyé après le naufrage de deux embarcations de réfugiés syriens tentant de rallier la Grèce suscitait des réactions d'horreur mercredi soir dans la presse et sur les réseaux sociaux. Les deux bateaux étaient partis dans la nuit de la ville côtière turque de Bodrum à destination de l'île grecque de Kos lorsqu'ils ont chaviré, ont indiqué les garde-côtes turcs dans un communiqué publié sur leur site internet. Rapidement prévenus par les cris des naufragés, les sauveteurs ont repêché douze corps sans vie dont celui d'un garçon âgé de quelques années, dont les photos ont envahi les réseaux sociaux sous le mot-dièse #KiyiyaVuranInsanlik ("l'humanité échouée" en turc). L'une d'entre elles montre le corps de l'enfant, tee-shirt rouge et short bleu, face contre terre, sur une des plages de la station balnéaire de Bodrum. L'autre un gendarme turc en uniforme le portant devant la mer. De nombreux internautes ont confié leur émotion sur Twitter. "Où va ce monde ?", a commenté l'un d'eux, identifié sous le nom de Taner Poyraz. "Plus jamais ça", a renchéri un autre, Sadullah Turgut. Les images étaient aussi largement commentées dans la presse européenne. Selon le quotidien britannique The Guardian, elles résument "toute l'horreur du drame humain qui se déroule sur les côtes européennes". "Si ces images extraordinairement fortes d'un enfant syrien rejeté sur une plage ne modifient par l'attitude de l'Europe vis-à-vis des réfugiés, qu'est-ce qui le fera ?", interroge de son côté The Independent, tandis qu'un lien pointant vers l'article du journal a été retweeté par la romancière britannique J.K. Rowling. "David, fais quelque chose",

demandait la version britannique du Huffington Post dans un message adressé au Premier ministre David Cameron, qui a estimé mercredi que la solution résidait dans l'aide aux pays d'origine de ces réfugiés à retrouver "la paix et la stabilité" et non dans l'accueil de davantage de réfugiés. En Italie, le quotidien italien La Repubblica a tweeté "La photo qui fait taire le monde", et en Espagne, le journal El Pais en faisait le "symbole du drame migratoire". Pour El Mundo, la photo de "l'enfant de la plage" fait "désormais partie de l'album migratoire de l'infamie", tandis qu'El Periodico reproduisait aussi l'image en une avec le titre "Naufrage de l'Europe". Depuis plusieurs mois, un nombre croissant de migrants, pour l'essentiel des Syriens, des Afghans et des Africains, tentent de traverser dans des conditions périlleuses la mer Egée pour rejoindre les îles grecques, portes d'entrées de l'Union européenne (UE). Pour aller de Bodrum à l'île de Kos, l'un des plus courts passages maritimes entre la Turquie et l'Europe, les candidats à l'exil payent plus de 1.000 dollars (900 euros). Les autorités turques affirment avoir porté secours à plus de 42.000 migrants au large des côtes de la Turquie depuis le début de l'année 2015. Ce pays accueille à lui seul près de deux millions de Syriens ayant fui la guerre civile qui fait rage depuis plus de quatre ans chez eux.



03-09-2015

Point chaud : y a pas photo !

Une photo, une seule et la terre entière est choquée, celle de petit syrien de 3 ans mort noyé rejeté par la mer, échoué sur une plage en Turquie , l'embarcation à bord de laquelle il a pris place avec ses parents pour fuir a fait naufrage. Une image révoltante, choquante, qui a fait le tour du monde qui a fait la une de tous les journaux télévisés qui a inondé les réseaux sociaux, qui est devenue le sujet dominant de l'actualité, une actualité brûlante et choquante. Si tout le monde en parle surtout en Europe , est-ce pour dénoncer un certain rejet de ce problème migratoire ou parce que le remords commence à agiter les consciences restées jusqu'à présent restées muettes ? Il y a des photos que rien n'efface et des vides qui ne se combent pas. Cette photo a bien évidemment choqué les Tunisiens

mais qui sont partagés entre ne pas la montrer car ce serait du voyeurisme macabre qui ne respecte pas la dignité humaine et au contraire la montrer pour choquer le maximum ceux qui se désintéressent de cette situation épouvantable. Il est peut être plus important de montrer cette photo qui relate une dure et pitoyable réalité car elle montre aussi le naufrage de l'Europe et dénonce la perte de conscience humaine. Mais si cette photo ne va pas changer l'attitude des européens alors qu'est ce qui le fera se demande la presse européenne ? Peut-on encore détourner le regard face à ce drame qui concerne un malheureux enfant mais qui concerne aussi toute une population décimée , déchiquetée contrainte à l'exil et candidate à toutes les exactions. Cet enfant est devenu le symbole de toute une cause qui doit rester gravée dans la mémoire de tous ceux qui ont contribué à façonner cette guerre sans fin et sans merci en Syrie et qui ont cautionné et encouragé ses différents acteurs.

Domage , l'histoire continue d'être écrite en lettres de sang en Syrie où la loi de la guerre n'a rien à voir avec la légalité internationale et surtout avec la légitimité humanitaire. Selon l'UNICEF la guerre a détruit 2 décennies de travail en faveur de l'élargissement à l'accès à l'éducation. A cause des guerres au Moyen Orient 13 millions d'enfants sont privés de rentrée scolaire. N'est ce pas là une situation désastreuse et désespérée de voir autant d'enfants donc de nouvelles générations voir leur espoir et leur avenir brisés pour la vie ,des enfants livrés à la dérive , au désespoir et à la mort , des enfants facilement séduits par la radicalisation. La communauté internationale n'a rien pu faire pour alléger et abrégé les souffrances du peuple syrien. Ou va la Syrie ? Tout le monde l'ignore mais tout le monde sait que ce pays est miné de l'intérieur et est menacé par l'organisation terroriste qui étend ses tentacules. A qui la faute ? A tous ceux qui ont tout fait pour déstabiliser ces régions et pouvoir maintenir ainsi l'équilibre de la terreur.

Kamel Cherif



29-08-2015

المثليون في تونس.. ثورة وتصوف وحقوق

تعتبر المثلية الجنسية إحدى الظواهر المسكوت عنها، داخل المجتمعات العربية الإسلامية ذات الطبيعة المحافظة، وتوضع في خانة المحاذير الاجتماعية والدينية معاً، وقد تعاملت أغلب المذاهب الإسلامية بصرامة مع هذه الظاهرة، مستندةً إلى مجموعة من السور والقصص القرآني الذي تناول قصة قوم لوط. وإن كان النص القرآني لا يحدّد عقوبة واضحة لهذا الأمر، فإنّ أغلب الفقهاء اتفقوا على استعمال القياس وقتل الفاعلين في تطابق تام مع رؤية بقية الديانات السماوية. إلا أنّ بعض المذاهب الصوفية أجازت المثلية بل اعتبرتها نوعاً من العبادة، وهذا ما دفع طائفة المثليين في تونس إلى استخدام اسم شمس الدين التبريزي عنواناً لجمعيتهم المستحدثة، والتي مثلت أول ظهور إعلامي لهم

حقوق وأساطير.

لا تختلف تونس عن غيرها من بقاع العالم في وجود ظاهرة المثلية الجنسية، حيث تكنى بـ"مرض الأغنياء"، وتعود هذه التسمية إلى انتشار المثلية الجنسية في قصور البايات وحاشياتهم وأثرياء تلك الحقبة، ووصل الأمر إلى استحداث "ماخور للواط" في العاصمة تونس، وذلك قبل الحماية الفرنسية سنة 1881، وكان يحمل اسم مديره الأول علي واكي. كما انتشرت هذه الظاهرة داخل بعض الحرف اليدوية، لا سيما لدى النساجين، في مناطق العاصمة والساحل ووسط البلاد، حيث يعتمد المؤجّر إلى مرادة الطفل الأجير الذي جلب من فئة فقيرة لتعلم الحرفة، تمهيداً لاغتصابه. تنتقل الروايات الشعبية، التي تلامس الأسطورة، في إحدى قرى الساحل، أنّ الحرفي الصغير يقوم بدقّ مسمار في خشبة على كلّ شخص قام بنكاحه، على أن يقوم عند بلوغه بنكاح ذكور. على عدد المسامير الموجودة في الخشبة، ليعلن توبته بعدها عن ممارسة اللواط.

لكن الأساطير شيء والواقع شيء. إذ يعرف المثليون في تونس بالعيش داخل مجتمعات مغلقة. يرتادون مقاه وحمّامات خاصة بهم مثل "نجمة الشمال" و"بابا كلوب" و"حمّام الشفاء". ويتخذ بعض هؤلاء من مثليتهم مهنة، بسبب إغلاق سوق العمل في وجوههم، حيث يمكن أن تجدهم على رصيف شارع إحدى أكبر شوارع العاصمة، شارع محمد الخامس، وهو طريق أحد أوكار

الدعارة المثلية للسياح. كما تنشط هذه التجارة مع السياح الأوروبيين في مناطق الساحل والحمّات. ويعرف المجتمع التونسي بتساهله نوعاً ما مع ظاهرة المثلية الجنسية بشرط أن تبقى شيئاً شخصياً مكتوماً غير معلن.

!المثلية تهمة سياسية

حاول السياسيون تشويه بعضهم البعض باستخدام ورقة المثلية الجنسية، إذ عمد نظام بورقيبة، ومن بعده بن علي، إلى تأجير بعض الصحفيين للكتابة واتهام خصومهم السياسيين بالمثلية، ذلك لأن المجتمع يرفضها، رغم أنها خيار جنسيّ وليست تهمة. ولم تشذ الطبقة السياسية بعد 14 كانون الثاني/يناير عن هذه الممارسات، ولكن بصورة معكوسة هذه المرة حيث روجت المعارضة اليسارية والليبرالية فيديو مفبرك لعلي العريض، أمين عام حركة النهضة ووزير الداخلية آنذاك، يظهر فيه يمارس الجنس مع أحد زملائه في الزنزانة. ذلك رغم أنها يسارية وليبرالية والمفترض أن تكون أكثر تقبلاً للمثلية.

لكنّ الوضع اختلف بعد الانتخابات الأخيرة، حيث مثل الاحتفال باليوم العالمي لمناهضة الرهاب من المثلية الجنسية، الذي يوافق 17 أيار/مايو، أكبر تجمع سياسي مساند للمثليين في تونس، إذ حضره وزراء مثل السيّد ياسين إبراهيم، وزير التنمية والاستثمار والتعاون الدولي عن حزب آفاق، والنواب بشرى بلحاج حميدة عن نداء تونس، وعلي بنور عن حزب آفاق تونس، الذي أمضى عضويته لجمعية "شمس"، كما حضر هذا الاحتفال بعض الكتاب المعروفين والمحسوبين على التيار الليبرالي. وسبقت تصريحات راشد الغنوشي، زعيم "حركة النهضة"، إلى إحدى الصحف الفرنسية حول المثلية الجنسية والإجهاض، إذ قال إن الإسلام يحترم خصوصيات الأشخاص ولا يتجسس عليهم، معتبراً أنّ كل شخص حرّ في ميوله الجنسية، ومسؤول أمام الله كما لم يخف مقابل ذلك رفضه لهذه الميول، لكنه رفض، في الحوار نفسه، تجريم المثلية الجنسية لأنّ القانون لا يقوم بتتبع الحياة الشخصية للأفراد داخل منازلهم، وهو ما أثار حفيظة التيار اليميني داخل الحركة.

وفي سياق متصل، لم يكن سقف نشاط "جمعية شمس" أعلى من تصريحات الغنوشي، حيث أعلنوا أنهم لم يطالبوا بحق الزواج بين المثليين، وأنّ مطالبهم تنحصر في إلغاء القانون المجرّم لمثل هذه الممارسة، والذي يقضي بعقوبة قد تصل إلى ثلاث سنوات من السجن.

سنة المثليين؟

حاولت قنوات ليبرالية عديدة التسويق لأطروحات "جمعية شمس"، على اعتبار أنّ المثلية الجنسية هي خيار وليست مرضًا، فيما اعتبرت أوساط إعلامية وسياسية أخرى أنّ هذه الحملة تهدف إلى إلهاء الناس وتوجيه بوصلتهم نحو مواضيع جدلية فارغة، من أجل التغطية على فشل الحكومة الحالية، وملفات الفساد التي باتت تطرح داخل الأوساط الشعبية كملف البترول والثروات المنهوبة. خاصة أنّ مروجي "جمعية شمس" إعلاميًا، ينتمون إلى مدرسة النظام السابق، من دون أن يلغي ذلك أنّ للمثليين حقوقًا، كان من كان الذي روجها. كما أثارت مقابلة يمينية ثابت وبوحديد بالهادي الذي اعتبر فيه أنّ 40% من الشعب التونسي مثليون، سخطًا كبيرًا في الشارع التونسي، وعلى شبكات التواصل الاجتماعي، ما دفع الحكومة إلى التراجع عن الترخيص للجمعية خاصة بعد موقف المفتي المحرم لها. ورغم الضربة الأخيرة، تعتبر سنة 2015 سنة المثليين، حيث استطاعوا تدويل قضيتهم والتمتع بدعم سياسي وإعلامي من بعض الأطراف الحاكمة في تونس. أما عن حقوقهم وآلية الحصول عليها، فتلك أسئلة بجيب عليها المستقبل

خولة الفرشيشي - كاتبة وناشطة من تونس



02-09-2015

في تقرير المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب لشهر أوت: تواصل سوء المعاملة داخل السجون.. وفي مراكز أمن

أشار تقرير المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب الخاص بشهر أوت الفارط إلى تواصل التعذيب وسوء المعاملة داخل السجون بنفس نسق الفترات السابقة تقريبًا.

وتحدثت المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب عن تواصل الاعتداءات المسلطة على الأشخاص المحرومين من حريتهم سواء في السجون أو في مراكز الأمن من قبل الأعوان وبعلم الرؤساء في بعض الحالات وذلك بدافع العقاب أو لإجبارهم على الإقرار بجرائم تعتقد الإدارة أنهم ارتكبوها وفقا لما جاء في نص التقرير.

تعرض التقرير أيضا إلى تسجيل حالات "تتكيل غير عادية مثل تقييد اليدين لمدة طويلة أو شل الحركة بغاية تسهيل التعذيب والعنف".

وشرح تقرير المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب بعض الممارسات التي يتعرض لها الموقوفون والسجناء وتدخل تحت طائلة التعذيب وسوء المعاملة والاستعمال المفرط للقوة وذلك استنادا لشهادات عدد من السجناء والموقوفين وعائلاتهم الذين اتصلوا بالمنظمة.

وتتعلق التجاوزات بعدم قيام الباحث بواجبه في إعلام العائلة بحالة الاحتفاظ، أو تجاهل الإشارة إلى أن المحتفظ به أو الموقوف يعاني مرضا مزمنًا يتطلب أدوية خاصة. وفي حالات وفاة سجين لا يتم دائما إعلام العائلة بالأمر في إبانه.

وأكدت المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب أن عائلات الموقوفين يتعرضون بدورهم للهرسلة وهم يشكون من الظروف السجنية القاسية التي يعانيها أبناؤهم سواء من حيث المبيت أو النظافة أو الخدمات الصحية.

توصيات

تضمن الجزء الأخير من التقرير توصيات للتصدي للممارسات المخلة للقانون في التعامل مع السجناء والموقوفين من ذلك مطالبة السلطات المعنية بإسداء تعليمات واضحة وحازمة للأعوان من مختلف الأسلاك لعدم تعريض الموقوفين والسجناء لأي ممارسات مخالفة للقوانين ومنتهكة لحقوق الإنسان مع ضرورة تحمل الرؤساء مسؤولياتهم وذلك بالتدخل طبق ما تخوله القانون لمنع أي انتهاكات قد يلحق بمحتجزين.

تمت أيضا دعوة أعضاء النيابة وقضاة التحقيق لفتح الأبحاث اللازمة لدى وجود شبهات تعذيب واحترام الإدارة السجنية لقرارات قضاة التحقيق وخاصة في موضوع الزيارات المباشرة. تعرضت التوصيات كذلك إلى ضرورة توفير الرعاية الصحية اللازمة للمحتجزين وضرورة إعلام العائلات في الإبان بوفاة قريبهم الموقوف أو السجين وفتح أبحاث بخصوص الوفيات المسترابة إلى جانب تحسين معاملة عائلات المحتجزين من طرف أعوان السجون والشرطة وإجراء الأبحاث في جنح هضم جانب موظفي الأمن والسجون من قبل أعضاء النيابة العمومية رأسا.



04-09-2015

وزير تكنولوجيا الاتصال: لا يمكن العودة إلى حجب المواقع الالكترونية.. وهكذا نحمي أطفالنا

أكد صباح أمسنعمان الفهري وزير تكنولوجيا الاتصال والاقتصاد الرقمي انه لا يمكن العودة إلى حجب بعض المواقع الالكترونية فحرية الإبحار حق يكفله الدستور ولكن يمكن الحديث عن رقابة بمقتضى أمر قضائي.

ويأتي هذا التصريح على هامش الندوة الصحفية التي عقدت صباح أمس بمناسبة إعطاء إشارة انطلاق حملة تحسيسية تحت شعار: "على الواب .. اليقظة ليها أسباب" بحضور كل من سميرة

مرعي وزير المرأة والأسرة والطفولة و نوفل فريخة المدير العام للوكالة الوطنية للسلامة المعلوماتية فضلا عن ممثلين من شركة "سلكتا" للكراسات على غرار معز لوكيل المدير العام للشركة.

وأضاف الوزير أن الهدف من هذا اللقاء لا تحجير استعمال الانترنت بل ترشيده على اعتبار أنها ضرورة تجسم العالم العملي. وذلك من خلال توعية الأطفال لاسيما فيما يتعلق بكيفية الإبحار والتوقي من مخاطر الشبكة العنكبوتية . وبالتالي يجب على الأطفال تجنب إعطاء معلومات شخصية عنهم لأشخاص مجهولين وضرورة أخذ الحيطة من أشخاص قد ينتحلون صفات آخرين. من جانب آخر شدد الفهري على أن القانون يلزم مزودي الانترنت بان يؤمنوا إبحارا آمنا على الشبكة العنكبوتية فمبقتضى الأمر عدد 4773 يتعين على هؤلاء اعتماد حلولاً واليات توفر خدمة إبحار آمنة للأطفال. اللقاء شهد أيضا مداخلة لسميرة مرعي وزيرة المرأة والأسرة والطفولة التي أكدت من خلالها على أن محور الطفولة من أوليات الوزارة ومن هذا المنطلق فان الوزارة بصدد رسم سياسة مندمجة لحماية الطفولة وفسرت في هذا السياق أن الأجهزة الحديثة على فوائدها إلا أن لها مخاطر من الضروري الانتباه إليها بالنظر إلى أن الإبحار في بعض المواقع قد يولد العنف والدمغة

لا للصنصرة

وقالت في هذا الشأن: "الصنصرة لن تكون الحل. ولدينا اتفاقيات دولية فضلا عن مجلة حقوق الطفل التي تلزم الدولة باتخاذ التدابير اللازمة وهذه مسؤولية كل من وزارة المرأة وتكنولوجيا الاتصال".

ولأنه لا يمكن الحديث عن حجب للمواقع الالكترونية التي تشكل خطرا لأن المسألة تتعارض مع ما جاء في الدستور فان السؤال الذي يطرح بشدة: كيف نحمي أطفالنا ؟

في رده عن ذلك يشير نوفل فريخة المدير العام للوكالة الوطنية للسلامة المعلوماتية في تصريح لـ«الصباح» أن المسألة شائكة تتداخل فيها عديد الأطراف. كما أن هنالك اعتقاد سائد يقوم على أن حجب بعض المواقع أو الحلول فنية من شأنها أن تتجاوز الإشكال غير أن المسألة اكبر من ذلك. وقال في هذا الشأن: «على سبيل المثال يستعمل السكين في كل مطبخ ولكنه يوصي الولي ابنه بضرورة الانتباه وكذلك الأمر بالنسبة للانترنت». فمن الضروري أن ننبعث برسالة إلى الأولياء بضرورة أن يلعبوا دورهم في توجيه أطفالهم. وحول إذا ما كانت هنالك إحصائيات أو

أرقام تؤكد تعرض الأطفال إلى مخاطر عن طريقبحار أورد فريخة أنه لا وجود لقاعدة بيانات تؤكد ذلك لكن من خلال بعض التشيكيات التي تصلنا من قبيل انتحال الشخصية أردنا التحسيس من خطورة هذه الظاهرة

تجدر الإشارة إلى أن هذه الحملة التحسيسية والتي تتزامن مع العودة المدرسية تؤمنها الوكالة الوطنية للسلامة المعلوماتية بالشراكة مع كراس «سلكتا». وتحاول الوكالة من خلال هذه الحملة وضع نصائح عملية بسيطة وناجعة بين يدي الشاب التونسي عبر كراس «سلكتا» وذلك كوسيلة للتوعية. وترجمت هذه الحملة من خلال نشر رسائل تحسيسية على الغلاف الخارجي لمائتي مليون كراس سيتم توزيعها خلال السنة الدراسية 2016/2015

منال حرزي



04-09-2015

دول اوروبا توافق على استقبال ملايين اللاجئين السوريين

عد اجتماع رؤساء ألمانيا وفرنسا وإيطاليا واتصالهم باوروبا وكندا وأمريكا، تقرر ان يتم توزيع اللاجئين السوريين فقط على الدول وفق الجدول التالي:

- 1- كندا تستقبل نصف مليون سوري شرط ان يأخذوا تأشيرات من سفاراتها حيث ستعطي أوامر بإعطاء السوريين تأشيرات لنصف مليون سوري.
- 2- فرنسا وافقت على استقبال 300 الف لاجئ سوري
- 3- ألمانيا وافقت على استقبال مليون لاجئ سوري
- 4- إيطاليا وافقت على استقبال نصف مليون سوري
- 5- صربيا وافقت على استقبال 100 الف لاجئ
- 6- بولندا وافقت على استقبال 100 الف لاجئ
- 7- هنغاريا وافقت على استقبال 100 الف لاجئ

وسوف يعطى الحق باللجوء للسوريين فقط مع عائلاتهم مع اعطائهم اقامة دائمة، وبعد خمس سنوات جنسية للبلد الذين هم فيه، وهكذا يكون 4 مليون ونصف سوري قد لجؤوا الى اوروبا وكندا واميركا.

وتعتبر هذه الهجرة أكبر هجرة بعد الحرب العالمية الثانية وتفقد سوريا 5 مليون نسمة من سكانها، إضافة الى وجود 6 مليون لاجئ في تركيا والأردن ولبنان ومصر والعراق واليونان.

ويكون مجموع الذين هاجروا 11 مليون سوري موجودين خارج سوريا.

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



03-09-2015

Crise migratoire : “Cette photo de l'enfant mort a tout pour devenir icônique”

Isabelle Dumez-Féroc, spécialiste en sémiotique de l'image, explique pour quelle raison la photo d'Aylan Kurdi, dont le corps sans vie a échoué sur une plage turque, a eu un tel impact dans le monde alors que de tels clichés ont déjà circulé.

Elle a fait le tour du monde. La photo de l'enfant syrien mort, face contre terre, gisant sur une plage turque est en train de devenir l'image “choc” de cette crise migratoire. Ce cliché, que France 24 n'a pas diffusé conformément aux consignes du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), a provoqué, jeudi 3 septembre, une avalanche d'appels à réagir face au drame humanitaire qui se joue aux portes de l'Europe et suscité une vague d'indignation dans le monde entier.

Pourtant, ce n'est pas le premier cliché à capturer le calvaire des candidats à l'exil. Ce n'est même pas la première image du corps décédé d'un enfant. Isabelle Dumez-Féroc, maître de conférences en science de l'information et de la communication et spécialiste en sémiotique de l'image à l'université de Poitiers, explique à France 24 ce qui la distingue.

France 24 : Pourquoi cette image précise a-t-elle suscité une émotion plus vive que les autres photos d'enfants morts qui ont circulé ces derniers jours ?

Isabelle Dumez-Féroc : Les autres clichés de cadavres d'enfants sont davantage déconnectés du réel car ils montrent des corps dénudés en gros plan pris de nuit avec des éclairages au flash.

Cela n'a pas la même force que cette image au cadrage plus large qui permet de prendre plus de recul et oblige à un autre regard sur la situation. Elle symbolise très bien l'opposition de deux mondes : le petit enfant à l'horizontal

qui a la tête tournée vers l'objectif est à l'image du monde des migrants en position de faiblesse alors que le grand homme debout de dos à droite renvoie aux Européens. Sa posture est d'autant plus marquante qu'il ne fait rien, ce qui peut évoquer l'impuissance qu'on prête aux responsables politiques durant cette crise.

Il y a aussi le fait que l'enfant à la tête à gauche de l'image ce qui, inconsciemment, évoque le passé, quelque chose de fini comme la mort (dans la culture occidentale on écrit de gauche à droite, donc la droite représente le futur).

Les photos sur lesquelles on voit seulement les corps peuvent être choquantes mais seront toujours moins marquantes car il manque le contexte. Ce qui rend ce cliché si fort, c'est cette relation entre l'homme de dos et l'enfant mort et la symbolique qu'il y a derrière.

Pensez-vous que ce cliché peut entrer dans l'histoire de la photographie ?

Cette photo a tout pour devenir iconique. Elle permet une double identification : on voit l'homme à droite, de dos, il peut être n'importe qui et on peut donc facilement s'identifier à cette personne qui semble ne rien faire devant cet enfant mort.

L'enfant, quant à lui, a la peau claire, de type européen, et il est habillé. Il pourrait, en somme, être l'enfant de n'importe qui. C'est d'autant plus frappant que cette image paraît en pleine période de rentrée des classes où on a davantage l'habitude de voir des petits enfants habillés sourire ou rigoler avec leurs camarades.

Surtout, c'est un cliché dont la symbolique est simple à lire. C'est ce qui fait, généralement, qu'une photo forte entre dans l'histoire. Celle de l'homme seul face aux chars sur la place Tiananmen, par exemple, a marqué parce qu'on comprend immédiatement le déséquilibre du rapport de force. Même chose pour "la fille à la fleur" de Marc Riboud qui évoque aussi le déséquilibre. Dans ce nouveau cliché, un autre déséquilibre crève les yeux : celui entre la situation des réfugiés et celle des Européens.

Comment expliquez-vous que certains médias ont préféré publier la

photo du sauveteur qui tient le corps de l'enfant plutôt que ce cliché ?

C'est moins dérangeant. C'est le sauveteur qui est au centre de l'image, c'est lui le personnage principal. Son visage est tourné vers l'objectif, on sait donc de qui il s'agit et, de ce fait, on peut plus difficilement s'identifier à lui.

En outre, il porte l'enfant. Il est donc dans l'action, ce qui est très différent de sa posture immobile sur l'autre photo. Même si le fait de tenir cet enfant ne va pas le sauver, cela ne donne pas la même impression d'inaction.



30-08-2015

Les Saoudiennes obtiennent le droit de se présenter aux élections municipales

Pour la première fois, l'Arabie saoudite a ouvert aux femmes le droit de se présenter aux élections municipales. Les prochaines se tiennent en décembre. Depuis le 22 août, elles peuvent également s'inscrire sur des listes électorales pour voter.

Les [femmes saoudiennes](#) peuvent désormais se porter candidates aux élections municipales. En vue des scrutins locaux de décembre, les circonscriptions ont ouvert leurs portes dimanche 30 août aux candidates qui aspirent au pouvoir.

Une première dans le royaume ultra-conservateur où [les femmes](#) restent fortement discriminées et n'ont même pas [le droit](#) de conduire.

Autre changement d'importance : depuis le 22 août, les électrices peuvent s'inscrire sur les listes électorales pour voter.



Des centaines de femmes prêtes à se présenter

Les femmes ont 17 jours à partir de dimanche pour se porter candidates. Les opérations d'enregistrement ont commencé dans des centres qui leur sont réservés de 5 heures à 21 heures locales, séparés de ceux des hommes.

La séparation entre les sexes est la règle en Arabie saoudite où les femmes sont astreintes à une tenue les [couvrant de la tête](#) aux pieds. Elles ne peuvent travailler, voyager ou avoir un passeport sans l'autorisation d'un homme de la famille, comme le père, l'époux ou le frère.

Le quotidien à capitaux saoudiens "Al-Hayat" a récemment indiqué que quelque 200 femmes avaient manifesté leur intérêt à se porter candidates aux municipales prévues en décembre.

	<p>Refus de "marginaliser" les femmes</p> <p>Le défunt roi Abdallah avait décidé en 2011 d'autoriser les femmes à voter et à se porter candidates pour les municipales de 2015, en affirmant à l'époque "refuser de marginaliser la femme dans la société saoudienne".</p> <p>Le roi Salmane a succédé à Abdallah en janvier dernier et les spécialistes du royaume se demandent s'il poursuivra les timides réformes engagées par son demi-frère.</p>
 <p>nlessma le site du grand arabe</p> <p>03-09-2015</p>	<p>13 MILLIONS D'ENFANTS N'IRONT PAS À L'ÉCOLE À CAUSE DES GUERRES</p> <p>Plus de 13 millions d'enfants sont privés d'école au Moyen-Orient en raison des conflits dévastant de nombreux pays de la région, selon l'Unicef, qui déplore une "situation désastreuse" pour toute une génération.</p> <p>"L'impact destructeur des conflits est ressenti par les enfants dans toute la région", résume Peter Salama, le directeur de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.</p> <p>"Il ne s'agit pas seulement de dégâts matériels dans des écoles, mais aussi du désespoir ressenti par une génération d'écoliers qui voient leurs espoirs et leur avenir brisés", regrette-t-il en commentant un rapport publié jeudi.</p> <p>Ces enfants habitent les pays les plus troublés de la région, comme la Syrie, l'Irak, le Yémen, la Libye, les Territoires palestiniens et le Soudan, ou sont réfugiés au Liban, en Jordanie et en Turquie.</p> <p>Au total, ce sont plus de 13 millions d'entre eux, soit quatre enfants sur dix dans les pays les plus touchés, qui ne sont pas scolarisés alors que la région semblait en passe, "il y a quelques années, d'atteindre l'objectif de l'éducation pour tous", souligne l'Unicef.</p>
 <p>nlessma le site du grand arabe</p> <p>03-09-2015</p>	<p>LA PHOTO QUI A BOULEVERSÉ L'HUMANITÉ</p> <p>la même photo a fait la Une de la presse européenne aujourd'hui. Cette photo qui a envahi les réseaux sociaux depuis hier, est devenue le symbole du drame des migrants.</p>

	<p>Il s'agit de l'image du corps d'un enfant de 3 ans qui a échoué sur une plage turque après le naufrage de son embarcation dans la Méditerranée.</p> <p>L'enfant photographié s'appelait Aylan Kurdi et il était originaire de Kobané, ville syrienne adossée à la frontière turque. Son frère aîné, Galip, cinq ans, a également trouvé le même sort dans le naufrage.</p>
 <p>02-09-2015</p>	<p>GAZA POURRIT DEVENIR « INVIVABLE » EN 2020 SELON L'ONU</p> <p>La bande de Gaza, éprouvée par plusieurs guerres et le blocus israélien, pourrait devenir « invivable d'ici 2020 » si les tendances économiques actuelles persistent" ces cinq prochaines années, s'est alarmé hier l'organe de l'ONU chargé des questions de développement et de commerce (Cnuced) dans son rapport annuel.</p> <p>Pour les économistes de l'ONU, « les conséquences sociales, sanitaires et sécuritaires de la forte densité démographique et du surpeuplement figurent au nombre des facteurs qui risquent de faire de Gaza un lieu invivable d'ici 2020 ». Située au sud-ouest d'Israël, limitrophe de l'Egypte et au bord de la Méditerranée, Gaza est un territoire exigu de 362 km², long de 41 km, large de 6 à 12 km. S'y entassent 1,8 million de Palestiniens, soit l'une des plus fortes densités de population au monde.</p>
 <p>04-09-2015</p>	<p>QUELLES MESURES DOIT-ON PRENDRE CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL DANS LES TRANSPORTS EN COMMUNS ?</p> <p>Le ministre du Transport, Mahmoud Ben Romdhane a annoncé, ce vendredi, 04 septembre 2015, qu'il y aura l'organisation de campagnes de sensibilisation, en collaboration avec des représentants de la société civile, afin de lutter contre le phénomène du harcèlement sexuel dans les moyens de transport en commun et dans les gares.« Il faut lutter contre ce phénomène qui nuit à la dignité des femmes », a-t-il souligné.</p>

Radio

Sources	Infos
 01-09-2015	Création d'un réseau de justice transitionnelle destiné aux femmes <p>Salwa Gandri, responsable auprès du bureau tunisien du centre international de la justice transitionnelle a annoncé sur les ondes de Mosaïque FM la création du réseau de la justice transitionnelle destiné aux femmes et appuyé par une charte d'honneur qui consiste à la protection des données privées des femmes victimes de violations et à assurer leur présence dans le processus de la justice transitionnelle. Plus de détails dans cette déclaration</p>
 01-09-2015	Un programme pour l'approvisionnement des institutions éducatives en eau potable <p>Un conseil ministériel a examiné un programme pour l'approvisionnement des institutions éducatives dans les régions rurales du pays en eau potable. Le conseil ministériel a décidé de débloquer 600 mille dinars pour l'acquisition de 130 réservoirs qui seront distribués à 12 gouvernorats avant la rentrée scolaire.</p> <p>Une étude sera menée pour résoudre le problème de l'eau potable dans les écoles non-équipées.</p>
 03-09-2015	ARP : les parties victimes d'agressions sécuritaires entendues <p>Des membres de la commission des droits et libertés auprès de l'Assemblée des représentants du peuple devront entendre cet après-midi 3 septembre</p>

	<p>2015, toutes les parties syndicales, professionnelles et civiles à propos les agressions perpétrées par des agents de sureté, dont elles ont été victimes récemment en attendant que le rapport soit transmis lundi prochain, 7 septembre 2015 à la commission.</p> <p>Selon Mohsen Soudani, membre de la commission, a indiqué sur nos ondes que le ministre de l'intérieur, Najem Gharsalli sera convoqué pour une audition.</p>
 <p>02-09-2015</p>	<p>La LTDH dénonce les violences contre les libertés</p> <p>Le comité directeur de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme réunie aujourd'hui 02 septembre 2015, a exprimé dans un communiqué sa préoccupation par les violences répétitives sur les libertés, prétextant l'état d'urgence.</p> <p>Rappelons que les protestataires contre le projet de loi de la réconciliation économique ont été encerclés à la place Mohamed Ali et interdit de se diriger vers l'avenue Habib Bourguiba. Wael Naouer, le secrétaire général de l'UGET et Lassâad Yaâkoubi, le secrétaire général de la Fédération de l'enseignement secondaire ont été agressés.</p> <p>Le communiqué a déclaré que « ces pratiques répressives à l'encontre des protestations pacifiques et les activistes continuent. Ces pratiques sont une violation aux libertés, garanties par la Constitution. »</p> <p>La LTDH a dénoncé ces agressions et a appelé à l'ouverture d'une enquête. Elle a demandé à la société civile à plus de vigilance.</p>
 <p>02-09-2015</p>	<p>Municipalités : le conseil ministériel de Habib Essid annonce une série de décisions relatives à plusieurs régions</p> <p>Le conseil ministériel s'est réuni, aujourd'hui le 2 septembre 2015, sous la présidence du chef du gouvernement, au palais d'el Kasbah.</p> <p>Suite à cela, le porte-parole du conseil ministériel, Ahmed Zarrouk, a annoncé la</p>

	<p>série de mesures prises, lors de ladite réunion.</p> <p>Il a été décidé que 9 délégations spéciales seront remplacées dans les régions suivantes :</p> <p>Takelsa , Sidi Thabet, Mornag, Kef, Sakiett Sidi Youssef et Mahdia.</p> <p>Par ailleurs, il a été convenu que 17 nouvelles municipalités seront créées à : Sidi Aich, Belkhir, Menzel Lahbib, Laayoun, Hassi El Farid, Faouar, Makhlouf, Ghzala, Joumine, Utique, Hazoua, Al Sammar, Al Amra, Saadia, Souk El Jdid, Tibar, Saouaf.</p> <p>En outre, un projet d'admission aux circonscriptions d'intervention de l'ONAS concerne les zones municipales de Meknassi, Jelma et Jrissa.</p> <p>Zarrouk a insisté sur l'importance qu'accorde le conseil à une entrée en vigueur rapide des décisions prises, afin d'améliorer les conditions de travail des municipalités et d'offrir des prestations de qualité aux citoyens, pour une meilleure qualité de vie.</p>
 <p>03-09-2015</p>	<p>Le père du petit Syrien mort noyé en Turquie raconte le drame</p> <p>Le père d'un enfant syrien de trois ans mort noyé au large de la Turquie, dont les images ont horrifié le monde entier, a raconté jeudi que ses fils lui avaient glissé des mains lorsque l'embarcation qui les conduisait en Grèce a chaviré.</p> <p>Nous avons des gilets de sauvetage mais le bateau a subitement chaviré parce que des gens se sont levés. Je tenais la main de ma femme. Mais mes enfants m'ont glissé des mains, a raconté Abdallah Ebdî à l'agence de presse Dogan.</p> <p>Douze réfugiés syriens qui tentaient de rejoindre l'île grecque de Kos, porte d'entrée vers l'Union européenne (UE), sont morts dans la nuit de mardi à mercredi au large de la station balnéaire turque de Bodrum (sud-ouest) .</p> <p>Parmi eux figuraient Aylan, trois ans, dont les images du corps gisant sur la plage, relayées par les réseaux sociaux et la presse, ont suscité une vague d'émotion et d'indignation dans le monde entier.</p> <p>Son frère Ghaleb, cinq ans, et leur mère, Rihanna, 27 ans, se sont également noyés.</p>

Il faisait noir et tout le monde criait. C'est pour ça que ma femme et mes enfants n'ont pas pu entendre ma voix. J'ai essayé de nager jusqu'à la côte grâce aux lumières mais je n'ai pas pu retrouver ma femme et mes enfants une fois à terre, a expliqué M. Ebdî, je suis allé à l'hôpital et c'est là que j'ai appris la mauvaise nouvelle.

L'homme, originaire de la ville kurde de Kobané (nord de la Syrie), a également indiqué à Dogan avoir vainement tenté une première fois de rallier la Grèce avec sa famille, leur bateau ayant été intercepté par les garde-côtes grecs.



03-09-2015

UNICEF - 13 millions d'enfants non scolarisés au Moyen-Orient

Selon un rapport de l'UNICEF publié ce jeudi septembre 2015, plus de 13 millions d'enfants sont privés d'école au Moyen-Orient en raison des conflits dévastant de nombreux pays de la région.

Le rapport porte sur six pays et territoires en guerre ou instables (Syrie, Irak, Yémen, Libye, Territoires palestiniens, Soudan), ainsi que sur trois pays accueillant un grand nombre de réfugiés syriens (Jordanie, Liban et Turquie). "L'impact destructeur des conflits est ressenti par les enfants dans toute la région", résume Peter Salama, le directeur de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Toujours d'après l'UNICEF, plus de 8.850 écoles en Syrie, Irak, Yémen et Libye ne peuvent plus accueillir les élèves parce qu'elles ont été endommagées ou détruites, abritent des familles déplacées ou sont occupées par des belligérants du conflit.

Dans la bande de Gaza, les enfants utilisent les établissements scolaires comme refuges parce que leurs maisons ont été détruites. De même en Irak où des écoles accueillent certains des trois millions de déplacés contraints de fuir leurs villes affectées par les violences, liées notamment au groupe jihadiste Daech.

الكاف : محاكمة شابين بسبب تدوينات



03-09-2015

مثل اليوم شابان أمام أنظار النيابة العمومية بالكاف بتهمة الدعوة إلى التجمهر وخرق قانون الطوارئ عبر تدوينات عبر مواقع التواصل الاجتماعي .

وقد شهد محيط المحكمة الابتدائية بالكاف معززا بالأمنيين نظرا لوجود مجموعة حاولت التشويش عند سماع الشابين من طرف النيابة العمومية .



03-09-2015

هل تكفي منحة 30 دينارا العائلات المعوزة لشراء مستلزمات العودة المدرسية؟

تخصص وزارة الشؤون الاجتماعية سنويا وفي مثل هذه الفترة منحة مدرسية للتلاميذ والطلبة . أبناء العائلات المعوزة .

وتطرح قيمة هذه المنحة المقدرة بـ 30 دينارا لكل تلميذ و 100 دينارا لكل طالب جدلا خاصة في ظل استقرارها منذ سنوات والارتفاع المشط في أسعار مستلزمات الدراسة وتكاليف العودة المدرسية التي أرهقت كاهل التونسي بصفة عامة والعائلات محدودة الدخل بصفة خاصة هذه المنحة التي شرعت الوزارة في تقديمها لمستحقيها تزامنا مع الاستعدادات للعودة المدرسية لايمكنها أن تفي بحاجة العائلات محدودة الدخل خاصة في ظل الارتفاع المشط لأسعار المواد المدرسية من كتب وكراسات وحقائب مدرسية . وقد رافق البدء في توزيع هذه المنح جدلا أكبر خاصة بعد تداول صور لحقائب مدرسية معروضة . ببعض الفضاءات الكبرى في تونس بأسعار مشطه .



02-09-2015

المصادقة على احداث 17 بلدية جديدة وتعويض نيابات خصوصية ب 9 بلديات

صادق مجلس الوزراء المنعقد اليوم الاربعاء بقصر الحكومة بالقصبة، بإشراف رئيس الحكومة . الحبيب الصيد، على عدد من مشاريع الاوامر الحكومية

وأفاد أحمد زروق، الناطق الرسمي باسم مجلس الوزراء، في تصريح اعلامي عقب الاجتماع، ان مشاريع الاوامر الحكومية تتعلق باحداث دفعة جديدة من البلديات (17 بلدية جديدة) بكل من معتمديات سيدي عيش وبلخير ومنزل حبيب والعيون وحاسي الفريد والفوار وسيدي مخلوف وغزالة وجومين واوتيك وحزوة والصمار والعامرة والسعيدة وسوق الجديد وتيبار وصواف. وأضاف ان مشاريع الاوامر الحكومية، تتعلق ايضا بتعويض نيابات خصوصية ب 9 بلديات، وهي بلديات تاكلسة وسيدي ثابت وقفصة ومرناق وحمام الشط والزهران والكاف وساقية سيدي يوسف والمهدية، الى جانب مشروع أمر حكومي يتعلق بادماج المناطق البلدية بالمكناسي وجملة والجريصة ضمن دوائر تدخل الديوان الوطني للتطهير. وأكد المجلس، وفق ما صرح به زروق، اهمية العمل على ادخال الاحكام الواردة بمشاريع هذه الاوامر الحكومية حيز التنفيذ في اقرب الاجال، قصد مزيد دفع العمل البلدي وتأمين الخدمات المسداة للمواطنين والمؤسسات، فضلا عن تحسين ظروف العيش بشكل عام.



03-09-2015

من هو الطفل الغريق على الشواطئ التركية

تعود صورة الطفل السوري الغريق على الشاطئ التركي، التي تم تداولها بكثافة على مواقع التواصل الاجتماعي ووسائل الاعلام العالمية إلى الطفل السوري عيلان كردي (3 سنوات) وفق ماكشفتها صحيفة الديلي ميل البريطانية

وقد لقي الطفل حتفه مع شقيقه غالب كردي (5سنوات)، ووالدته ريهان (35 عاما) خلال . محاولتهم عبور البحر من شواطئ تركيا إلى الجزر اليونانية رفقة عدد من اللاجئين. وأضافت الصحيفة، أن الرضيع لم يكن يرتدي سترة النجاة التي كانت قد تساعده على البقاء حيا وكشفت أنه من بين الـ16 مهاجراً في القارب الذي كان يقله الطفلان غالب وعليان، ووالدهما عبد الله والوالدة ريهان غرق 8 اشخاص منهم ونجا الباقون. وقال أحد الناجين للصحيفة " لقد دفعنا 2050 يورو للفرد، وكان من المتوقع أن يحمل هذا القارب 10 أفراد فقط، لكنهم وضعوا فيه 16 شخصا، مما أدى الى غرقه عندما وصلنا للمياه". "المفتوحة في عرض البحر".

Communiqués

Sources

Communiqués

02-09-2015

تونس في: 02 / 09 / 2015



الجبهة
الشعبية

بيان

تعرض المشاركون في الوقفة الاحتجاجية التي دعت إليها مجموعات شبابية مساء أمس الثلاثاء 1 سبتمبر 2015 للاحتجاج على قانون المصالحة الاقتصادية، إلى الاعتداء من طرف البوليس مما خلف عديد الإصابات في صفوف المحتجين وإيقافات للبعض الآخر.

إن الجبهة الشعبية:

أ/ تدين بشدة العنف الوحشي وتحمل وزارة الداخلية والحكومة مسؤولية هذا الاعتداء الذي يندرج في سياق انحراف خطير بالبلاد نحو القمع والاستبداد والالتفاف على هامش الحريات التي حققتها الثورة، تحت غطاء حالة الطوارئ.
ب/ تعبر عن رفضها لقانون المصالحة الاقتصادية الذي يُراد فرضه عبر قانون حالة الطوارئ والقمع الوحشي لكل من يعارضه.

ب/ تؤكد تمسكها بحق التونسيين والتونسيتين في التعبير الحر والتظاهر والتجمع السلمي وتدعو كافة القوى الديمقراطية إلى التنسيق من أجل تنظيم تحركات مباشرة للذود عن هذه الحرية وسد الباب أمام عودة الاستبداد.

ت/ تدعو كافة القوى الديمقراطية إلى الذود عن مكسب الحرية الذي دفع من أجله التونسيين والتونسيتين دمهم، والذي هو مهدد اليوم من طرف الائتلاف اليميني الحاكم ومن قوى النظام القديم، التي ما انفكت تُعاد إلى مراكز القرار.

الناطق الرسمي

حمه الهمامي

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان
Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme



تونس في 02 سبتمبر 2015

بيان
الرابطة تستنكر الاعتداءات المتكررة على الحريات تحت غطاء حالة الطوارئ

إن الهيئة المديرة للرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان المجتمعة اليوم 02 سبتمبر 2015 منشغلة بتكرار الاعتداءات على الحريات تحت غطاء إجراء حالة الطوارئ المنافية للدستور.

فعلى إثر المسيرة التي تم تنظيمها يوم غرة سبتمبر 2015 رفضا لمشروع قانون المصالحة الاقتصادية والمالية وقع استعمال العنف بعد تطويق أمني كبير ببطحاء محمد علي ومنع المحتجين من الخروج إلى شارع الحبيب بورقيبة والاعتداء بالعنف الشديد على المشاركين في تلك المسيرة السلمية ومن بينهم وائل نوار أمين عام الاتحاد العام لطلبة تونس ولسعد اليعقوبي الكاتب العام لجامعة التعليم الثانوي.

وتواصلت الاعتداءات اليوم 02 سبتمبر 2015 على الفلاحين والبحارة ونقابيينهم. وتأتي هذه الممارسات تواصلًا لقمع التحركات الاحتجاجية السلمية وإيقاف نقابيين ونشطاء ومواطنين عبروا عن آرائهم ومشاعرهم بصفة سلمية.

وعليه فإن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان :

- (1) تعتبر أن الممارسات المذكورة تشكل خرقًا صارخًا للحقوق المضمونة بالدستور والمواثيق المصادقة عليها من طرف الدولة التونسية.
- (2) تندد بالاعتداءات التي طالت المشاركين في المسيرات السلمية وتطالب بفتح تحقيق جدي ومستقل حول تلك الاعتداءات ومحاسبة المسؤولين عنها أمرًا وتنفيذًا.
- (3) تدعو الحكومة إلى التخلي عن ممارسة هذه الانتهاكات بتعلة حالة الطوارئ المنافية للدستور والغير مقبولة إطلاقًا في مجتمع ديمقراطي، كما تناشد مكونات المجتمع المدني باليقظة تجاه تكرار الاعتداءات.

الرابطه التونسيه للدفاع
عن الهيئة المديرة للرابطة ان
الرئيس
Ligue Tunisienne Defense
des Droits de l'Homme
عبد الستار بن موسى

43-45 شارع الحبيب بورقيبة عمارة الكوليزي مدرج ب الطابق 2 ع-257دد - 1000 تونس / الهاتف : 71.258.000 - الفاكس : 71.257.005
البريد الإلكتروني : contact@ltdh.tn